



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
PRÉFÈTE DU CHER

Direction Départementale de la Cohésion Sociale
et de la Protection des Populations
Sous Direction de la Protection des Populations
Service de la Protection des Populations

-
Installation classée
soumise à autorisation
-

Exploitant :
Sté BARTIN RECYCLING

Arrêté préfectoral n° 2014-DDCSPP-070
Mettant en demeure la société BARTIN RECYCLING de respecter certaines
dispositions de l'arrêté préfectoral du 27 février 2008 modifié et de l'arrêté
ministériel du 2 mai 2012 pour l'installation de stockage et de récupération
de déchets de métaux et d'alliages de résidus métalliques, d'objets en
métal et carcasses de véhicules hors d'usage qu'elle exploite sur
la commune de La Chapelle-Saint-Ursin, lieu-dit « Les Laburets »

La Préfète du Cher,
Chevalier de la Légion d'Honneur,

Vu le code de l'environnement, en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 514-5, R.543-153 et suivants ;

Vu l'arrêté ministériel du 2 mai 2012 relatif aux agréments des exploitants de centres VHU (Véhicules Hors d'Usage) et aux agréments des installations de broyage de véhicules hors d'usage ;

Vu l'arrêté ministériel du 15 janvier 2008 relatif à la protection contre la foudre de certaines installations classées ;

Vu l'arrêté préfectoral n°2008.1.148 du 27 février 2008 mettant à jour les prescriptions applicables du site « broyeur » de la SAS RIC Environnement situé à La-Chapelle-saint-Ursin modifié par l'arrêté préfectoral n°2012-DDCSPP-075 portant renouvellement d'agrément « centre VHU » pour la dépollution, le démontage ou le broyage de véhicules hors d'usage (broyeur) et d'actualisation de la situation administrative pour le site exploité par la société RIC Environnement à La-Chapelle-saint-Ursin et l'arrêté préfectoral n°2013-DDCSPP-036 portant renouvellement d'agrément « broyeur » et agrément « centre VHU » pour la dépollution, le démontage ou le broyage de véhicules hors d'usage pour le site exploité par la société RIC Environnement à La-Chapelle-saint-Ursin ;

Vu l'article 7.3.4. de l'arrêté préfectoral du 27 février 2008 modifié susvisé qui dispose, en application de l'arrêté ministériel du 15 janvier 2008, que l'installation des dispositifs de protection et la mise en place des mesures de prévention soient réalisées, par un organisme compétent, au plus tard deux ans après l'élaboration de l'analyse du risque foudre ;

Vu l'article 8.1.10. de l'arrêté préfectoral du 27 février 2008 modifié susvisé et le point 8 de l'annexe 2 de l'arrêté ministériel du 2 mai 2012 susvisé qui disposent que, d'une part, que le sol des aires d'entreposage des pièces et fluides issus de la dépollution des véhicules soit imperméable et que, d'autre part, la zone de dépôt des déchets et produits issus du broyage de ces véhicules soit aménagée de façon à empêcher toute pénétration dans le sol des différents liquides résiduels que ces véhicules, déchets ou produits pourraient encore contenir malgré l'étape de dépollution des véhicules hors d'usage assurée par les centres VHU agréés ;

Vu l'article 8.1.11. de l'arrêté préfectoral du 27 février 2008 modifié susvisé qui dispose que l'installation soit ceinte d'une clôture d'au moins 2,5 mètres de haut permettant d'interdire toute entrée non autorisée ;

Vu l'article 8.2.2. de l'arrêté préfectoral du 27 février 2008 modifié susvisé et le point 1 de l'annexe 2 de l'arrêté ministériel du 2 mai 2012 susvisé qui disposent que l'exploitant soit tenu de satisfaire à toutes les obligations mentionnées dans le cahier des charges « broyeur » et notamment de ne prendre en charge que les véhicules hors d'usage qui ont été préalablement traités par un centre VHU agréé et de refuser tout véhicule hors d'usage non correctement dépollué ;

Vu l'article 8.2.2. de l'arrêté préfectoral du 27 février 2008 modifié susvisé et le point 12 de l'annexe 2 de l'arrêté ministériel du 2 mai 2012 susvisé qui disposent que l'exploitant soit tenu de satisfaire à toutes les obligations mentionnées dans le cahier des charges « broyeur » et notamment de se conformer aux prescriptions imposées en matière de traçabilité des véhicules hors d'usage ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées en date du 14 mars 2012 ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées en date du 10 avril 2014 ;

Considérant que l'établissement exploité par la société BARTIN RECYCLING sur la commune de la Chapelle-Saint-Ursin est un établissement comportant des installations classées pour la protection de l'environnement dont les risques et nuisances sont réglementés par arrêtés préfectoraux ;

Considérant que, lors de la visite en date du 13 février 2014, l'inspecteur de l'environnement a constaté les faits suivants :

- Les dispositifs de protection contre la foudre n'ont pas été renforcés dans les 2 ans qui ont suivi l'élaboration de l'analyse du risque foudre augmentant ainsi les risques de survenue d'un sinistre après un impact de foudre. Ce constat avait déjà été relevé lors de la visite d'inspection du 21 février 2012 sans qu'aucune action corrective n'ait été engagée par l'exploitant ;
- Le site de broyage prend en charge des véhicules hors d'usage (VHU) non correctement dépollués ou provenant de centres VHU non agréés, ce qui, d'une part, est contraire à l'agrément « broyeur » dont il est titulaire en vertu de l'arrêté ministériel du 2 mai 2012 et, d'autre part, contribue au maintien d'une filière illégale de traitement de déchets à fort contenu métallique ;
- L'exploitant ne respecte pas les prescriptions imposées en matière de traçabilité des VHU ce qui contribue également au maintien d'une filière illégale de traitement de déchets à fort contenu métallique ;
- Suite au débordement des zones de stockage de déchets métalliques en bordure est du site, des déchets divers (dont certains sont issus du broyage des VHU) sont présents sur des zones non imperméabilisées nuisant à l'intégration paysagère du site et susceptible d'entraîner une pollution du milieu naturel ;
- Le site est dépourvu de clôture dans la partie sud du site permettant ainsi un accès au site et la survenue de sinistres causés notamment par des actes de malveillance.

Considérant que ces constats sont susceptibles de conduire à une dégradation du niveau de sécurité des installations ou d'avoir un impact important sur l'environnement et sur les intérêts visés à l'article L.511-1 du code de l'environnement ;

Considérant que ces constats constituent un manquement aux dispositions des articles 7.3.4, 8.1.10, 8.1.11 et 8.2.2 de l'arrêté préfectoral du 27 février 2008 modifié susvisé et à celles des points 1, 8 et 12 de l'arrêté ministériel du 2 mai 2012 susvisé ;

Considérant que face à ces manquements, il convient de faire appliquer les dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société BARTIN RECYCLING de respecter les dispositions des articles 7.3.4, 8.1.10, 8.1.11 et 8.2.2 de l'arrêté préfectoral du 27 février 2008 modifié susvisé et celles des points 1, 8 et 12 de l'arrêté ministériel du 2 mai 2012 susvisé, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L.511-1 du code de l'environnement ;

Sur proposition de Monsieur le Directeur Départemental de la Cohésion Sociale et de la Protection des Populations ;

ARRÊTE

ARTICLE 1-

La société BARTIN RECYCLING, dont le siège social est situé 5 rue Pleyel 93200 Saint-Denis, exploitant une installation de stockage et de récupération de déchets de métaux et d'alliages de résidus métalliques, d'objets en métal et carcasses de véhicules hors d'usage sur la commune de La Chapelle-Saint-Ursin, est mise en demeure de respecter les dispositions des articles suivants de l'arrêté préfectoral du 27 février 2008 modifié et de l'arrêté ministériel du 2 mai 2012 susvisés, dans les délais indiqués ci-après :

- **sous 3 jours à compter de la notification du présent arrêté**
 - o de prendre en charge uniquement des véhicules hors d'usage qui ont été préalablement traités par un centre VHU agréé conformément aux dispositions de l'article 8.2.2. de l'arrêté préfectoral du 27 février 2008 modifié susvisé et du point 1 de l'annexe 2 de l'arrêté ministériel du 2 mai 2012 susvisé ;
 - o de refuser tout véhicule hors d'usage non correctement dépollué conformément aux dispositions de l'article 8.2.2. de l'arrêté préfectoral du 27 février 2008 modifié susvisé et du point 1 de l'annexe 2 de l'arrêté ministériel du 2 mai 2012 susvisé ;
 - o de se conformer aux prescriptions imposées en matière de traçabilité des véhicules hors d'usage conformément aux dispositions de l'article 8.2.2. de l'arrêté préfectoral du 27 février 2008 modifié susvisé et du point 12 de l'annexe 2 de l'arrêté ministériel du 2 mai 2012 susvisé ;
- **sous 15 jours à compter de la notification du présent arrêté**
 - o d'éliminer tout déchet présent à même le sol sur des zones non imperméabilisées en bordure est du site, conséquence du débordement des casiers de stockage de déchets en attente de broyage ou issus de broyages conformément aux dispositions de l'article 8.1.10. de l'arrêté préfectoral du 27 février 2008 modifié susvisé et du point 8 de l'annexe 2 de l'arrêté ministériel du 2 mai 2012 susvisé ;
- **sous 3 mois à compter de la notification du présent arrêté**
 - o de procéder à l'installation des dispositifs de protection contre la foudre et la mise en place des mesures de prévention contre la foudre, par un organisme compétent conformément aux dispositions de l'article 7.3.4. de l'arrêté préfectoral du 27 février 2008 modifié susvisé ;
 - o d'installer, sur l'ensemble du périmètre de l'installation, une clôture d'au moins 2,5 mètres de haut permettant d'interdire toute entrée non autorisée conformément aux dispositions de l'article 8.1.11. de l'arrêté préfectoral du 27 février 2008 modifié susvisé.

ARTICLE 2- SANCTIONS

Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

ARTICLE 3- RECOURS

Conformément à l'article L. 514-6 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif d'Orléans (28, rue de la Bretonnerie, 45054 Orléans Cedex 1), dans les délais prévus à l'article R. 514-3-1 du même code :

- par l'exploitant dans un délai de deux mois qui suivent la date de notification du présent arrêté ;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du même code dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions.

ARTICLE 4- NOTIFICATION

M. le Secrétaire Général, M. le Directeur Départemental de la Cohésion Sociale et de la Protection des Populations, M. le Maire de La Chapelle Saint ursin, M. le Responsable de l'Unité Territoriale de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement et M. l'Inspecteur des Installations Classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont une copie leur sera adressée ainsi qu'à la Société BARTIN RECYCLING. Cet arrêté sera publié au recueil des actes administratifs du département.

Bourges, le 18 avril 2014

La Préfète,
Pour La Préfète et par délégation,
Pour le Directeur Départemental
Le Directeur Adjoint

Signé